

CHARGE-E-S DE COURS

Une question de principes



Lors de la manifestation du 15 novembre dernier, quelques chargé-e-s ont mis l'accent sur le fait que, d'après la loi scolaire luxembourgeoise, ils/elles seraient condamnables devant le tribunal correctionnel. (photo: FNCTTFEL)

La FNCTTFEL commence à avancer dans le dossier des chargé-e-s de cours ou de direction de l'enseignement préscolaire et primaire. Ce que le SEW voit d'un mauvais oeil.

(gk) - L'attaque est directe: "Le SEW a souligné à plusieurs reprises que l'approche de la FNCTTFEL dans ce dossier n'est pas dans l'intérêt des concernés et qu'elle est préjudiciable à l'école publique. Le SEW constate que la dérive démagogique et opportuniste de la FNCTTFEL dans ce dossier amène maintenant les responsables de cette organisation à remettre en question le principe même qu'on puisse exiger une qualification pour l'exercice d'une profession." Opinion de la section éducation de l'OGB-L qui fait preuve de cette même dérive démagogique dont elle accuse la FNCTTFEL.

Evidemment, le SEW prend ici la défense de ses membres: les instituteurs et institutrices diplômés. Ceux/celles-ci défendent le principe, bien louable, que l'école publique a un besoin urgent de personnel qualifié. Mais on dénie le droit des chargé-e-s, dont l'éducation nationale avait et a besoin depuis des années, à plus d'assurances au niveau social.

La pratique des contrats à durée déterminée, prolongés ou non d'année en année, va toujours bon train. Face à quoi le SEW veut surtout que si un-e instituteur-trice choisit un poste occupé par un-e chargé-e de cours, ce/cette dernier-ère n'ait qu'à plier bagage.

Pendant l'année scolaire 1999/2000, 778 chargé-e-s de cours ou de direction ont assuré 13.000 heures de cours dans les écoles primaires et préscolaires luxembourgeoises. Ce qui représente environ 20 pour cent. En prenant la commune de Luxembourg-Ville seule, un quart des cours primaires et préscolaires est tenu par des chargé-e-s. C'est que la plupart

des instituteurs et institutrices préfèrent d'autres communes pour travailler. (L'une des raisons pour ne pas vouloir enseigner dans les écoles de Luxembourg-Ville est ainsi le manque de places de parking.)

Chargé en réserve

Le SEW ne nie pas la nécessité de personnel remplaçant dans l'enseignement. Il propose ainsi la création d'une réserve de suppléant-e-s. "Madame Bresseur a informé les représentants du SEW/OGB-L que les travaux préparatoires concernant l'avant-projet de loi portant création d'une réserve de suppléants ayant pour mission d'assurer les remplacements dans les classes de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire sont sur le point d'être terminés et que le projet de loi sera soumis au gouvernement pour la fin de ce mois."

Pour entrer dans ce "pool de remplacement", il faudra avoir au moins un diplôme de fin d'études secondaires et réussir une formation composée d'une partie pédagogique et méthodologique s'étendant sur 120 heures ainsi qu'une partie pratique.

"En 1991 70 personnes ont déjà eu droit à une telle formation accélérée. En 95 nous avions bien proposé de répéter cette même mesure. La ministre de l'Education de l'époque, Erna Hennicot-Schoepges, nous avait alors répondu de faire d'abord trancher les tribunaux au sujet de la compétence concernant les chargés. Les tribunaux ont décidé que ce sont les communes et non le ministère qui sont compétents", explique Justin Turpel de la FNCTTFEL.

Son syndicat n'a d'ailleurs rien contre la création d'une

réserve de remplaçant-e-s et est d'accord d'y intégrer les 400 à 450 chargé-e-s, qui donnent actuellement cours dans les écoles primaires et préscolaires depuis moins de quatre ans. Une mesure efficace et utile donc, à l'avis de tous.

Mais la FNCTTFEL s'inquiète aussi du sort de ceux et celles qui exercent la "profession" depuis quatre ans et plus (également 400 à 450 personnes selon Justin Turpel). Dans ces cas, il semble impossible au syndicat de ne pas prendre en compte l'expérience professionnelle acquise sur le terrain. Les tribunaux ont déjà conclu dans douze cas que l'employeur de ces chargé-e-s est la commune et que les plaignant-e-s avaient droit à un contrat à durée indéterminée. Suite à quoi plusieurs communes voulaient régulariser la situation de leurs chargé-e-s et en faire des employé-e-s communaux. Le ministre de l'Intérieur Michel Wolter a bien dû l'accepter dans les cas jugés par les tribunaux luxembourgeois, mais s'est opposé catégoriquement à une généralisation de la pratique. Cela revient, selon la FNCTTFEL, à nier la jurisprudence.

Actuellement, 95 nouvelles affaires de chargé-e-s attendent jugement devant les tribunaux luxembourgeois. Les procédures de conciliation en vue d'une grève des chargé-e-s sont également en cours.

Juncker s'applique

Mais suite à leur manifestation du 15 novembre, réunissant jusqu'à 300 personnes, la FNCTTFEL a eu une entrevue d'une heure avec le Premier ministre Jean-Claude Juncker. Vu que Michel Wolter et Anne Bresseur n'arrivent pas à se mettre d'accord sur leurs responsabilités respectives, le Premier a assuré vouloir charger le conseil d'Etat de trouver une solution au problème. La chambre des député-e-s a d'ailleurs voté, le jour même de la manifestation, une motion commune - LSAP, déi Gréng, déi Lénk - demandant une résolution rapide de la situation des chargé-e-s de cours ou de direction.

Vu les conflits, grandissant d'année en année, concernant la pratique ministérielle des contrats de chargé-e-s de cours sans la formation adéquate, il semble évident qu'il faut arrêter de créer ce genre de postes. Pour le SEW, il s'agit d'ailleurs aussi de défendre les revendications salariales de leurs membres. Et comment exiger actuellement une revalorisation des carrières tout en permettant aux communes d'engager du personnel bon marché sous le statut de chargé. Mais le SEW semble refuser de voir en face la situation actuelle, qui est aussi faite d'un grand nombre de chargé-e-s ayant donné cours depuis cinq, dix ou plus d'années. On ne doit pas traiter ces personnes comme de vieilles chaussettes.

kommentar

Immigration und Nachhaltigkeit

Die Immigration sollte als Herausforderung gesehen werden, endlich die Hausaufgaben zu machen

Wann ist in Luxemburg endlich Schluss mit dem Segmentieren, dem Kompartimentieren und der einseitigen Logik? Wo bleibt das vernetzte Denken, die horizontale, sektorübergreifende Methodik und der planerische Ansatz?

Es ist zum verzweifeln: seit Jahren hat sich jeder halbwegs respektable Politiker das Schlagwort "Nachhaltigkeit" ans Jackett gesteckt und jetzt da es ernst wird, da ein wichtiges Element der zukünftigen Entwicklung Luxemburgs debattiert wird, die Immigration, wird die Nachhaltigkeitsfrage an den Rand gedrängt.

Als ob die Nachhaltigkeit ein auf reine Umweltfragen zugeschnittenes Konzept wäre! Ein Gleichgewicht zwischen wirtschaftlichen, ökologischen und sozialen Gesichtspunkten will sie erreichen. Wirtschaftliches Wachstum, soziale Kohesion und schonender Umgang mit den Naturressourcen sollen in Einklang gebracht werden. Gerade diese Aspekte werden von der Immigrationsfrage direkt angesprochen. Nur im Rahmen der Diskussion über die nachhaltige Entwicklung des Landes kann sie einer Lösung zugeführt werden. Objektive Grundlagen müssen geschaffen werden.

Der nationale Plan für nachhaltige Entwicklung vom Mai 1999 stellt den Rahmen der Diskussion. Doch wo bleibt die Umsetzung? Wie steht es mit den Nachhaltigkeitsindikatoren und dem Einsetzen einer Nachhaltigkeitskommission? Wieso kommt die Prozedur zum Leitprogramm für die Landesplanung (auch ein Dokument von 1999) nicht vom Fleck? Ohne ein radikales Umdenken, was die räumliche Organisation des nationalen Territoriums betrifft, ist das Chaos vorprogrammiert. Auch muss der Begriff des Wachstums neu definiert werden, die reine BIP-Logik durchbrochen und stärker auf Lebensqualität gesetzt werden. Mit einem großen Jammern angesichts der hypothetischen Perspektive eines 700.000-Einwohner-Staates ist es nicht getan! Nicht zuletzt sollte die pure nationale Planungslogik durch eine stärkere Berücksichtigung der Großregion ausgedehnt werden. Eine systematische Konzentration mit den Nachbarregionen, nicht nur in Bezug auf den Arbeitsmarkt ist unerlässlich.

Alex Bodry ist Abgeordneter der LSAP

Paris-Luxembourg 1871

Dossier autour de l'exposition sur la Commune au Musée d'Histoire de la Ville.

at home

Adventsglühén

Alle Jahre wieder, kommt der Weihnachtsmarkt. Oder der Adventsmarkt? Oder heißt es gar Nikolausmarkt?

Er stellt einen gelungenen Beitrag zur Belebung unseres Stadtviertels dar. Bis acht Uhr jedenfalls, dann gehen die Rolladen runter. Nicht schlimm, denn eine Straße weiter gibt es immer noch "Animation".

Der Adventsmarkt lädt zu einer gastronomischen Entdeckungsreise bis in den Fernen Osten und in die Karibik ein. Sojasprossen und frisch gepresster Ananassaft. Und, immer aufs Neue zu entdecken: Thüringer, Gromperekichelcher und heiße Kastanien. Für ausgehungerte WoxxlerInnen, auf deren Speisekarte meist nur Sandwiches und Backwaren stehen, ist der Adventsmarkt eine willkommene Abwechslung.

Trotzdem, fair war es nicht von den RedaktionskollegInnen: Mich eine Stunde vor Redaktionsschluss zwischen diesen Bretterbuden auszusetzen, mit dem Auftrag, das "woxx at home" zu schreiben. Auch wenn sie mir 'ne dreifache Ration Glühwein spendiert haben ...



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: **GréngeSpoun** - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin**: GréngeSpoun soc. coop. • **Redaktion**: Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Robert Garcia (robert.garcia@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Germain Kerschen (germain.kerschen@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Ines Kurschat (ines.kurschat@woxx.lu), Muriel Prieur (muriel.prieur@woxx.lu), Bibine Schulze (bibine.schulze@woxx.lu), Armand Turpel (armand.turpel@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), Danièle Weber (danielle.weber@woxx.lu) • **Karikaturen**: Guy W. Stoos • **Fotos**: Christian Mosar • **Verwaltung**: Monique Ludovicy (monique.ludovicy@woxx.lu) • **Bürozeiten**: Mo - Fr 9 bis 12 und 13 bis 16 Uhr. Unterzeichnete Artikel geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. • **Druck**: Imprimerie COPE, Luxemburg • **Einzelpreis**: 60,- LUF / 1,49 € • **Abonnements**: 52 Nummern kosten 2.400,- LUF (Ausland zzgl. 900,- LUF); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 1.000 LUF. • **Postscheckkonto**: CCPL 102654-28 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk "Neu-Abo"; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen**: Espace Régie Luxembourg s.a. - Tel.: 26 25 75 -1 Fax: 26 25 75-75 • **Recherchefonds**: Spenden zur Unterstützung des weiteren Ausbaus des Projektes auf das Konto CCPL 24495-51 der "Solidaritéit mam GréngeSpoun asbl" sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto. • **Post-Anschrift**: woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros**: 51, Av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-mail**: woxx@woxx.lu • **Site**: www.woxx.lu • **Tel.:** (00-352) 29 79 99-0 • **Fax**: 29 79 79